



**VILLE DE COMBOURG**  
(Ille et Vilaine)

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Pour l'an deux mille onze, où est écrit ce qui suit : Séance publique du  
**5 Juillet 2011**, à 20 heures, en vertu des articles L 2121-7 et suivants du Code Général des  
Collectivités Territoriales.

Nombre de Conseillers en exercice	:	29
Nombre de pouvoirs	:	4
Nombre de Conseillers présents	:	22
Quorum	:	15

Date de convocation et d'affichage : 29 Juin 2011  
Date d'affichage du compte-rendu : 11 Juillet 2011

\*\*\*\*\*

**Etaient présents** : M. Joël LE BESCO, Maire, M. Joël HAMELIN, Mme Yolande GIROUX, Mme Monique DAUCE, Mme Marylène QUEVERT, M. Michel LEBRET, Mme Marie-Renée GINGAT, M. André BADIGNON, Adjoints, M. Henri NOËL, M. Marcel FOUQUET, M. Alain COCHARD, Mme Joëlle COLLIN, M. Jean DENOUAL, M. Jean-Luc LEGRAND, Mme Odile DELAHAIS, Mme Annie CHAMPAGNAY, Mme Magali TREMORIN, Mme Maryline LEFOUL, Mme Marie-Thérèse SAUVEE, Mme Roselyne MARCHAND, Mme Michèle BEAUDOUIN ; M. Joël DESVAUX

**Absents excusés** : M. Bertrand HIGNARD, Mme Pierrette HUET, M. François LARCHER, Mme Isabelle MOREL, M. Loïc PETITPAS

**Absents non excusés** : M. Bruno TREMAUDAN, M. Johan THEURET

**Pouvoirs** : M. HIGNARD à M. FOUQUET ; Mme HUET à Mme DAUCE ; M. LARCHER à Mme GINGAT ; Mme MOREL à Mme DELAHAIS

\*\*\*\*\*

**Président de séance** : M. Joël LE BESCO, Maire  
**Secrétaire de séance** : M. Marcel FOUQUET, Conseiller Municipal

Après avoir constaté que le quorum est atteint, Monsieur le Maire ouvre la séance et passe à l'ordre du jour.

### **Rappel de l'Ordre du jour :**

- 11-85) Election d'un secrétaire de séance et approbation du procès-verbal de la précédente réunion
- 11-86) Modernisation du pôle ferroviaire – Approbation de l'avant-projet définitif
- 11-87) Modification des statuts de la Communauté de Communes Bretagne Romantique – Intégration du Syndicat du Centre de Secours de Combours
- 11-88) Participation pour voirie et réseaux – Parcelle AI n° 82 – Avenue de la Libération
- 11-89) Rénovation partielle de l'Espace Malouas – Consultation de maîtrise d'œuvre – Attribution
- 11-90) Dédoublage de la conduite d'adduction d'eau potable entre le site de production de la Gentière et le réservoir de Bel Air – Consultation de maîtrise d'œuvre – Attribution
- 11-91) Indemnité spécifique de service (Filière technique)
- 11-92) Réalisation de 13 logements locatifs sociaux au Lotissement communal Gare/Bel Air – Vente des terrains – Modification de la délibération n° 11-49
- 11-93) Dénomination et numérotage de voies communales au lotissement Gare/ Bel Air
- 11-94) Village de « La Ville Guillaume » - Numérotage
- 11-95) Village de « Riniac » - Numérotage
- 11-96) Révision simplifiée du PLU n° 4 – Délimitation de la zone humide au lieu-dit « Pléac »
- 11-97) Révision simplifiée du PLU n° 5 – Délimitation des zones humides aux lieux-dits Brancoual, Loup Pendu, Le Badolier, Le Petit Villeneuve, Le Camp Du Guesclin, La Ville Tierce
- 11-98) Choix d'un cabinet d'étude pour les deux révisions simplifiées du PLU
- 11-99) Tarifs cantine – Rentrée scolaire 2011-2012
- 11-100) Restructuration du presbytère – Attribution des lots
- 11-101) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Avenants
- 11-102) Travaux de construction d'une Maison de l'Enfance – Marché complémentaire
- 11-103) Admission en non-valeur
- 11-104) Encaissement des chèques de dossier de consultation des entreprises (DCE) des travaux de requalification de la voirie urbaine 2011
- 11-105) Encaissement des chèques de dossier de consultation des entreprises (DCE) des travaux de restructuration du presbytère
- 11-106) Réaménagement du camping – Consultation de maîtrise d'œuvre
- 11-107) Travaux de réfection et de modernisation de la voirie urbaine et rurale – Programme 2011 – Attribution des lots
- 11-108) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal à La Quiriais
- 11-109) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal à Belle Lande
- 11-110) Demande d'acquisition d'une portion de chemin communal à Boutenillet
- 11-111) Alignement, élargissement, redressement, création de voie communales ou chemins ruraux – Nouvelles modalités d'acquisition de terrain par la Commune
- 11-112) Demande d'acquisition foncière par la Commune aux Hauts Rochers
- 11-113) Requalification urbaine – Programme 2011 – Attribution des lots
- 11-114) Matériel services techniques – Remplacement de la balayeuse
- 11-115) Matériel services techniques – Vente de l'ancienne balayeuse
- 11-116) Recettes provenant du produit des amendes de police relative à la circulation routière – Répartition 2010 – Liste principale
- 11-117) Installations classées – Enquête publique – Dossier « GAEC des Verdières »
- 11-118) Compte-rendu des conventions signées par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux conventions courantes

- 11-119) Compte-rendu des marchés signés par le Maire dans le cadre de la délégation relative aux MAPA – Article 28 du Code des marchés publics
- 11-120) Délégation du Conseil Municipal au Maire – Article L 2122-22 (6<sup>e</sup> et 15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales
- 

**11-85) ELECTION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE ET APPROBATION DU PROCES VERBAL DE LA PRECEDENTE REUNION.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire.

Monsieur LE BESCO fait procéder à l'élection d'un secrétaire de séance.

Monsieur Marcel FOUQUET, sur proposition du Maire, est élu à l'unanimité des membres présents et représentés.

Ensuite, le procès-verbal de la dernière réunion, dont un exemplaire a été adressé à chaque Conseiller Municipal, est soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Le procès-verbal du 11 Mai 2011 est approuvé à l'unanimité des membres présents et représentés.

**11-86) MODERNISATION DU POLE FERROVIAIRE – APPROBATION DE L'AVANT-PROJET DÉFINITIF**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-6 en date du 9 février 2011, il a été décidé de retenir le cabinet « Atelier du Marais », de Fougères, pour assurer la maîtrise d'œuvre de la modernisation du pôle ferroviaire.

Depuis 2006, la commune de Combourg a engagé un projet de modernisation de la gare en partenariat avec la Région Bretagne, la communauté de communes Bretagne Romantique, SNCF et RFF. Une étude réalisée par le cabinet FORMA6 et remise en 2008 a proposé des principes d'aménagement et une première estimation chiffrée qui ont servi de base pour passer convention avec l'ensemble des partenaires. Cette convention définit notamment les différentes maîtrises d'ouvrage et leur secteur, le financement et le phasage de l'opération.

La maîtrise d'œuvre conduite par l'Atelier du Marais porte sur les aménagements des stationnements et parvis de gare nord et sud et leurs voiries d'accès. Les études concernent l'ensemble du périmètre et les travaux seront traités en deux tranches, au nord-est dans un premier temps, et au sud-ouest dans un second temps.

En s'appuyant sur les études préalables réalisées et sur les études en cours de RFF et de SNCF sur leur périmètre d'intervention, et suite aux rencontres et aux échanges avec

l'ensemble des partenaires impliqués, le cabinet l'Atelier du Marais a pu développer les études d'avant-projet de l'opération.

Ces études d'Avant-Projet ont été présentées aux commissions "Voirie et infrastructures" et "Cadre de vie et environnement", à la Région Bretagne, à RFF et à la SNCF en réunion le 14 juin 2011. L'ensemble des acteurs présents ont validé le schéma d'aménagement proposé par l'architecte lors de cette réunion.

Ces aménagements reprennent les enjeux suivants :

- maîtriser l'évolution du secteur en anticipant sur l'accessibilité de la gare par tous les modes de déplacements
- réorganiser la gare avec des circulations douces des deux côtés de la voie ferrée
- créer une place partagée devant le bâtiment voyageurs (stationnement, vélos, dépose VL, places réservées taxis, stationnement réservé PMR...)
- intégrer le développement du quartier de la Gare tant au sud qu'au nord en assurant des liaisons avec les zones en urbanisation future (la Croix Briand, Bel Air...)
- hiérarchiser les usages et rationaliser les circulations
- rééquilibrer l'ensemble de l'offre transport entre le Nord et le Sud de la voie ferrée
- dimensionner les espaces publics pour pouvoir accueillir les évolutions à 15 ans

Ainsi, les aménagements de parkings ont été optimisés afin de porter le nombre de places de stationnement, y compris arrêts-minute et PMR, à 492, dépassant largement les besoins exprimés dans le programme, de l'ordre de 360 places. Le projet s'inscrit véritablement dans un quartier de ville, dans lequel les voies sont traitées en rues et non en impasses. De chaque côté des voies ferrées, les liaisons piétonnes et cyclistes sont incluses dans des mails bordés d'arbres, structurant les perspectives.

Une variante est intégrée à l'avant-projet afin de prendre en compte la diversité des usages et promouvoir les déplacements alternatifs. Les stationnements complémentaires situés le long des quais sont supprimés pour créer un quai de bus. Ce secteur, associé au parvis dans son aménagement, concentre ainsi l'ensemble des usages caractérisant les poles intermodaux : piétons, cycles motorisés ou non, transport en commun, taxi...

MM. Pierre POFFA et Christophe MARIE, du cabinet l'Atelier du Marais, ont développé en séance les éléments principaux de la notice sommaire et ont présenté le coût prévisionnel des travaux. Ce coût est de 1 821 144 € HT, soit 2 178 089 € TTC, dont 899 456 € TTC pour les travaux de terrassement, voirie, réseaux et espaces verts du secteur nord et 1 278 632 € TTC pour les travaux de terrassement, voirie, réseaux et espaces verts du secteur sud. Monsieur le Maire précise que ce coût n'intègre pas les travaux de voirie de l'avenue de la Libération liées à l'opération.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- d'approuver l'Avant Projet Définitif (APD)
- d'autoriser le Maire à signer tous les actes nécessaires à cet effet
- d'autoriser le Maire à signer et à notifier au maître d'œuvre, l'Atelier du Marais, l'avenant correspondant au Coût Prévisionnel des Travaux
- d'autoriser le Maire à signer les avenants à la convention partenariale du programme de modernisation de la gare.

Monsieur LE BESCO rappelle que la validation de l'Avant Projet Définitif entraîne la signature d'un avenant au contrat de maîtrise d'œuvre permettant la notification d'un Coût Prévisionnel des Travaux et d'acter l'engagement du maître d'œuvre à construire le projet pour ce montant, en fixant sa rémunération définitive. Elle entraîne également la signature d'un avenant à la convention partenariale du programme de modernisation de la gare signée le 11 janvier 2010, afin de revoir les coûts prévisionnels des travaux et les participations des différents partenaires.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

### **11-87) MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES BRETAGNE ROMANTIQUE – INTEGRATION DU SYNDICAT DU CENTRE DE SECOURS DE COMBOURG**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 11-72 du 11 Mai 2011, le Conseil Municipal a approuvé avec des réserves le transfert de compétences dans les statuts de la Communauté de Communes de la construction et de la gestion des bâtiments du centre de secours de Combours qui seront mis à la disposition du SDIS 35.

Or, après une vérification de la réglementation, il s'avère que la compétence en matière de secours et d'incendie telle que prévue par l'article L 1424-1 et suivants du CGCT, introduits par l'article de la loi n° 96-369 du 3 Mai 1996, appartient depuis sa promulgation aux seuls SDIS.

L'article 12 de la Loi dispose en outre que « le service départemental d'incendie et de secours construit, acquiert ou loue les biens nécessaires à son fonctionnement. Il est seul compétent pour acquérir ou louer les matériels nécessaires aux missions des centres d'incendie et de secours relevant des communes et établissements publics de coopération intercommunale. Il en assure la gestion et l'entretien. »

Dans ce contexte, la Communauté de Communes Bretagne Romantique ne peut prendre la compétence escomptée et dans la mesure où la dissolution du Syndicat Intercommunal de Construction du Centre de Secours de Combours devrait être envisagée, la compétence qu'il prend actuellement ne pourrait être transférée qu'au seul SDIS.

Monsieur LE BESCO propose donc d'annuler la délibération n° 11-72 prise par le Conseil Municipal le 11 Mai 2011.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'annuler la délibération n° 11-72 en date du 11 Mai 2011 relative à l'intégration du Syndicat du Centre de Secours de Combours par la Communauté de Communes Bretagne Romantique.

## **11-88) PARTICIPATION POUR VOIRIE ET RESEAUX – PARCELLE AI 82 SITUEE AVENUE DE LA LIBERATION**

Rapporteur : Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 06-159 en date du 14 décembre 2006, il a été institué sur l'ensemble du territoire communal, la participation pour le financement des voiries et réseaux publics en vue de financier, en tout ou partie, la construction de voies nouvelles ou l'aménagement de voies existantes ainsi que l'établissement ou l'adaptation des réseaux qui leur sont associés, lorsque ces travaux sont réalisés pour permettre l'implantation de nouvelles constructions.

Afin de financer le développement urbain, il peut être demandé aux propriétaires une participation aux dépenses d'équipement, c'est le but poursuivi par la Participation pour Voirie et Réseaux (PVR) instituée par la loi SRU modifiée par la loi Urbanisme et Habitat.

Le Maire a été informé d'un projet de lotissement privé jouxtant le lotissement communal « La Gare / Bel Air »

Ce projet de lotissement privé reprend la trame du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD), inscrit au Plan Local d'Urbanisme (PLU), permettant un raccordement de la voirie interne de ce projet sur la voirie du lotissement communal.

Il en est de même pour les réseaux d'Eaux Usées et d'Eaux Pluviales (EU/EP) venant se raccorder gravitairement aux réseaux du lotissement communal, pour une partie des lots.

Par ailleurs, le dimensionnement du bassin de régulation des eaux pluviales, situé chemin de Ruant, émanant du schéma directeur communal réalisé en 2006, intègre l'ensemble des besoins du bassin versant comprenant pour partie le projet de lotissement.

Considérant que les travaux d'infrastructure du lotissement communal « Gare / Bel Air » sont indispensables à la réalisation de ce lotissement,

Considérant que le bassin de régulation des eaux pluviales, réalisé par la commune, servira en partie au dit projet de lotissement,

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal :

- De fixer à 13 081.20 € HT la participation pour voirie et réseaux pour la mise à disposition des équipements publics concernant l'aménagement de ce projet cadastré AI-82 d'une superficie totale de 9 074 m<sup>2</sup> conformément à la répartition suivante :

<b>PARCELLE AI-82</b> <b>Superficie: 9074 m<sup>2</sup></b> <b>Projet de lotissement</b> <b>Proposition PVR</b>	
Superficie commercialisable desservie en EU, EP et Voirie (attente éclairage) lots 5 à 13 du projet de lotissement :	5023,00 m <sup>2</sup>
Superficie des lots Gare/Bel Air	18151,00 m <sup>2</sup>
<b>Eaux Pluviales</b>	
Linéaire EP sur lotissement gare bel air évacuant également le projet:	210,00 m
Total linéaire EP:	535,00 m
Coût HT total linéaire EP:	26 775,00 €
proposition de calcul: (coût total/(lg total EP/lg dédiée))/(surface lots Gare Bel Air/surface lot projet)	
Coût HT EP imputable au projet de lotissement:	<b>2 908,42 €</b>
<b>Eaux Usées</b>	
Linéaire EU sur lotissement gare bel air évacuant également le projet:	385,00 m
Total linéaire EU:	740,00 m
Coût HT total linéaire EU:	21 460,00 €
proposition de calcul: (coût total/(lg total EU/lg dédiée))/(surface lots Gare Bel Air/surface lot projet)	
Coût HT EU imputable au projet de lotissement:	<b>3 089,74 €</b>
<b>Voirie</b>	
Participation demandée	0 €
<b>Bassin Tampon</b>	
Coût HT total du bassin (y compris EP sur chemin de Ruant)	49 957,50 €
Superficie du bassin versant	64000,00 m <sup>2</sup>
Superficie du projet de lotissement	9074,00 m <sup>2</sup>
proposition de calcul: (coût total/(surface bassin/surface lotissement))	
Coût HT Bassin imputable au projet de lotissement:	<b>7 083,04 €</b>
<b>TOTAL DES COUTS HT IMPUTABLES A L'AMENAGEUR</b>	<b>13 081,20 €</b>

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **11-89) RENOVATION PARTIELLE DE L'ESPACE MALOUAS – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE- ATTRIBUTION**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 11-08 en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre pour la rénovation partielle de l'Espace Malouas.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate-forme de dématérialisation e-mégalis le 14 Avril 2011.
- pour l'édition Ouest-France du 19 Avril 2011.

9 DCE ont été retirés et 1 pli réceptionné avant la limite de dépôt des offres fixée au Mercredi 11 Mai 2011 à 12 heures.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Mercredi 11 Mai 2011 après-midi et l'analyse a ensuite été réalisée par les services techniques municipaux.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 25 Mai 2011 à 10h00, il a décidé d'entrer en négociation avec le candidat, par le biais d'une audition fixée le Mardi 31 Mai 2011 à 12h00.

Suite à cette audition, le pouvoir adjudicateur a décidé de retenir la candidature de :

VIART ARCHITECTE  
16 Rue du Presbytère  
35190 La Chapelle aux Filtzméens

Pour un taux de 9.85 %.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

## **11-90) DEDOUBLEMENT DE LA CONDUITE D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ENTRE LE SITE DE PRODUCTION DE LA GENTIERE ET LE RESERVOIR DE BEL-AIR – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE- ATTRIBUTION**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Par délibération n° 11-18 en date du 9 Février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre relative au dédoublement de la conduite d'eau potable entre le site de production de la Gentièrre et le réservoir de Bel Air.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate-forme de dématérialisation e-mégalis le 6 Avril 2011.



- pour l'édition Ouest-France du 9 Avril 2011.

9 DCE ont été retirés et 2 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Mercredi 11 Mai 2011 à 12 heures.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Mercredi 11 Mai 2011 après-midi et l'analyse a ensuite été réalisée par les services techniques municipaux.

Suite à la présentation de l'analyse, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 25 Mai 2011 à 9h30, il a décidé de retenir l'offre de :

CABINET BOURGOIS  
3 Rue des Tisserands à Betton  
CS 96838  
35768 SAINT GREGOIRE CEDEX

Pour un montant forfaitaire de 11 970.00 € HT, soit 14 316.12 € TTC.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **11-91) INDEMNITE SPECIFIQUE DE SERVICE (FILIERE TECHNIQUE)**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération en date du 5 juin 2000, le Conseil Municipal avait décidé d'allouer l'indemnité spécifique de service aux cadres d'emploi des techniciens.

A partir des principaux textes de référence suivants :

- Décret N°2008-1297 du 10 Décembre 2008 modifiant le décret n°2003-799 du 25 Août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement (J.O. du 12 Décembre 2008);
- Décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 modifié relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.
- Décret N°2010-854 du 23 Juillet 2010 modifiant le décret N° 2003-799 du 25 Août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts et chaussées et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement (J.O. du 25 juillet 2010).

- Arrêté du 31 Mars 2011 modifiant l'arrêté du 25 Août 2003 fixant les modalités d'application du décret n°2003-799 modifié relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement (J.O. du 10 Avril 2011).

En application du décret n° 91-875 du 6 septembre 1991, l'indemnité est transposée aux contrôleurs territoriaux, techniciens supérieur territoriaux et ingénieurs territoriaux.

Les correspondances entre les corps de l'état et le nouveau cadre d'emplois des techniciens ont été établies par décret du 17 mai 2011. Les collectivités peuvent donc instaurer ce régime indemnitaire aux techniciens (intégrés dans le nouveau cadre d'emplois ou nouvellement recrutés dans celui-ci)

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal de faire évoluer le régime indemnitaire des techniciens conformément aux dispositions réglementaires énoncées ci-dessus, dans la limite des taux moyen annuels fixés par décret et des coefficients et montants annuels maxima.

Afin de mettre en œuvre ces nouvelles dispositions, il est également proposé d'autoriser le Maire à prendre les arrêtés individuels d'attribution avec les nouvelles références de grades et le cas échéant de taux, en tenant compte :

- des responsabilités, sujétions spéciales liées à l'emploi occupé
- de la qualité des services rendus

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-92) REALISATION DE 13 LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX AU LOTISSEMENT COMMUNAL LA GARE/BEL AIR – VENTE DES TERRAINS – MODIFICATION DE LA DELIBERATION N°11-49**

Rapporteur : Monsieur Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n°11-49 en date du 13 avril 2011, il a été décidé de vendre une parcelle communale de 4025 m<sup>2</sup> à la SA HLM La RANCE pour un montant de 49 734.00 € TTC.

Or, s'agissant d'une vente TVA sur marge incluse et compte tenu que la commune ne dégage pas de marge sur la vente de ce terrain, le prix principal doit correspondre au prix HT soit la somme de 46 800 € (la TVA étant égale à 0).

En effet, la loi de finances rectificative du 9 mars 2010 (article 16) - JO du 10 mars 2010 – modifie les règles de la TVA applicable aux opérations immobilières (notamment la vente de lotissements communaux) et ceci afin de se conformer au droit européen.

L'article 268 du Code Général des Impôts précise que l'imposition à la TVA est établie sur une base réduite à la marge en cas de livraison d'un terrain à bâtir, si l'acquisition par le cédant n'a pas ouvert droit à déduction de la TVA.

Afin de se conformer à cette nouvelle réglementation, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- De vendre cette parcelle communale au prix de 46 800.00 € à la SA HLM La RANCE, frais de notaires et d'actes à la charge de l'acquéreur
- d'autoriser Monsieur Le Maire à signer tous les documents et actes notariés correspondants

Le prix du terrain sera réglé à la signature de l'acte authentique d'acquisition, lequel sera passé par acte notarié établi par l'étude de Maîtres LACOURT et PRIOL, notaires associés à Combourg.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

### **11-93) DENOMINATION ET NUMEROTAGE DE VOIES COMMUNALES AU LOTISSEMENT LA GARE - BEL AIR**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal qu'il y a lieu de procéder à la dénomination de voies dans le lotissement La Gare – Bel Air afin de permettre aux nouveaux habitants de disposer d'une adresse et de faciliter les démarches administratives consécutives à un changement de résidence.

Après réunion de la Commission Urbanisme en date du 16 juin 2011, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal de dénommer :

La grande rue du lotissement allant de l'Avenue de la Libération au Chemin de Ruant :  
- **Rue Simone de Beauvoir**

L'allée intégrant le rond-point du lotissement et bordant le parking existant :  
- **Allée Françoise Sagan**

L'allée sud du lotissement :  
- **Allée Mme de Staël**

La rue allant du Chemin de Ruant au lotissement communal :  
- **Rue George Sand**

Et de numéroter les rues et allées comme suit :

**Rue Simone de Beauvoir :**

**Numéros impairs :**

Lot 28	N° 01
Lot 27	N° 03
Lot 25	N° 05
Lot 26	N° 07
Lot 10	N° 09
Lot 09	N° 11
Lot 08	N° 13
Lot 07	N° 15
Lot 06	N° 17

**Numéros pairs :**

Lot 29	N° 02
Lot 30	N° 04
Lot 31	N° 06
Lot 32	N° 08
Lot 20	N° 10
Lot 21	N° 12
Lot 22	N° 14
Lot 41	N° 16
Lot 18	N° 18
Lot 14	N° 20
Lot 13	N° 22
Lot 12	N° 24
Lot 11	N° 26

**Allée Françoise Sagan :**

**Numéros pairs :**

Lot 33	N° 02
Lot 34	N° 04
Lot 36	N° 06
Lot 37	N° 08
Lot 38	N° 10
Lot 39	N° 12
Lot 40	N° 14

**Allée Mme de Staël :**

**Numéros impairs :**

Lot 15	N° 01
Lot 16	N° 03
Lot 17	N° 05

**Numéros pairs :**

Lot 19	N° 02
Lot 35	N° 04

### **Rue George Sand :**

#### **Numéros pairs :**

Lot 23	N° 14
Lot 24	N° 16

### **Chemin de Ruant (dénomination déjà existante) :**

#### **Numéros pairs :**

M. et Mme Pierre TEILLAIS	N° 12
M. et Mme Thierry LEPAYSANT	N° 14
Lot 01	N° 16
Lot 02	N° 18
Lot 03	N° 20
Lot 04	N° 22
Lot 05	N° 24

Monsieur HAMELIN propose au conseil municipal de confirmer ces dénominations et numérotages et d'autoriser la mise en place de panneaux correspondants et la distribution de plaques de numéros aux particuliers.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- DECIDE de la dénomination et du numérotage des rues du lotissement Gare – Bel Air tels que présentés ci-dessus
- AUTORISE la mise en en place des panneaux et la distribution de plaques de numéros aux habitants du lotissement

### **11-94) LA VILLE GUILLAUME - NUMEROTAGE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, ce numérotage permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé le numérotage suivant :

#### **Numéros pairs :**

-	Section H n° 0573	M. LOWINGER et Mlle GARRIDO	N° 04
-	Section H n° 0080	M. DIARD Loïc	N° 06
-	Section H n° 0079	M. et Mme DAVIS Philip	N° 08
-	Section H n° 0073	Mme ANGER Michèle	N° 10
-	Section H n° 1474	M. et Mme BOULIN Nicolas	N° 12

-	Section H n° 0064	M. et Mme BAUDET Jean-François	N° 14
-	Section H n° 0071	Mme RAOUL et Consorts COCHET	N° 16
-	Section H n° 0068	M. et Mme VAN BOURGOGNE Francis	N° 18
-	Section H n° 0067	M. et Mme COX Christopher	N° 20
-	Section H n° 0066	M. et Mme COX Christopher	N° 22
-	Section H n° 0065	M. et Mme GODE François	N° 24
-	Section H n° 0060	M. et Mme FOURNIER Stéphane	N° 26
-	Section H n° 1163	M. LEFOUL Roger	N° 28
-	Section H n° 1164	M. et Mme GODE François	N° 30
-	Section H n° 0099	M. GODET Michel	N° 32
-	Section H n° 0101	M. GODET Cédric	N° 34
-	Section H n° 0049	M. GODET Isabelle	N° 36
-	Section H n° 1354	M. GODET Michel	N° 38
-	Section H n° 0056	M. LEFOUL Roger	N° 40
-	Section H n° 0053p et 1352	M. et Mme COX Christopher	N° 42
-	Section H n° 0058	M. et Mme CAYEUL Pierre	N° 44
-	Section H n° 0053p	M. et Mme COX Christopher	N° 46
-	Section H n° 0051	Mme SWANSON Janet	N° 48
-	Section H n° 0051	Mme SWANSON Janet	N° 50

#### Numéros impairs :

-	Section H n° 1470, 1469	M. DIARD Loïc	N° 01
-	Section H n° 1326	M. TOI Eugène	N° 03
-	Section H n° 591,0592,	M. DIARD Loïc	N° 05
-	Section H n° 1155	M. GODET Henri	N° 07
-	Section H n° 0601, 602	M. et Mme LE DREAN Philippe	N° 09
-	Section H n° 1391, 605, 1225,	M. PEURON Yves	N° 11
-	Section H n° 1224	Mme GUILLEMOT Etienne	N° 13
-	Section H n° 0020	M. et Mme YRIS Didier	N° 15
-	Section H n° 1473	M. PICHON et Mlle ROYER	N° 17
-	Section H n° 0026	Mme RAOUL Marcelle	N° 19
-	Section H n° 0027	Mme RAOUL Marcelle	N° 21
-	Section H n° 1195	M. et Mme VAN BOURGOGNE Francis	N° 23
-	Section H n° 1300	M. FRENCH Philip	N° 25
-	Section H n° 0037	M. et Mme PICHARD Louis	N° 27
-	Section H n° 1130	HLM LA RANCE	N° 29
-	Section H n° 1361	M. GODET Raymond	N° 31
-	Section H n° 1361	M. GODET Raymond	N° 33
-	Section H n° 1516	Mme BATY Cécile	N° 35
-	Section H n° 1515	M. AUSSANT et Mme MALLE	N° 37

Monsieur HAMELIN précise qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- de procéder au numérotage du village de la Ville Guillaume tel que présenté ci-dessus.
- d'attribuer une plaque de numéro aux habitants concernés.

### **11-95) RINIAC - NUMEROTAGE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, Adjoint

Monsieur HAMELIN expose que Conseil Municipal que la Municipalité a été saisie par les services de La Poste qui souhaitent que les villages et hameaux soient numérotés en vue de faciliter la distribution du courrier. De plus, ce numérotage permettra l'accès aux services de secours dans de meilleurs délais.

Il est proposé le numérotage suivant :

#### **Numéros pairs :**

-	Section C n° 1127	M. BOURGEAULT et Mlle PICOT	N° 02
-	Section C n° 1126	Mme RENARD Colette	N° 04
-	Section C n° 1318	M. et Mme SERRAND Hervé	N° 06
-	Section C n° 1315	M. HARDY Patrick	N° 08
-	Section C n° 0391	Mme CHARTIER Amélie	N° 10
-	Section C n° 0391	Mme CHARTIER Amélie	N° 12
-	Section C n° 0386	M. et Mme CORVAISIER Bernard	N° 14
-	Section C n° 0385	M. et Mme CORVAISIER Bernard	N° 16
-	Section C n° 0383	M. et Mme CORVAISIER Bernard	N° 18
-	Section C n° 0359	M. PIGUET Roger	N° 20
-	Section C n° 0358	Mme HURSON Catherine	N° 22
-	Section C n° 0357	Mme PIEL Yvonne	N° 24
-	Section C n° 1108	M. et Mme TIZON Hervé	N° 26
-	Section C n° 0343	M. et Mme TIZON Hervé	N° 28
-	Section C n° 1107	M. et Mme TIZON Hervé	N° 30
-	Section C n° 0348	Mme CAUSSE Colette	N° 32
-	Section C n° 0337	Mme CAUSSE Colette	N° 34
-	Section C n° 0354	Mme NANTEL Annick	N° 36
-	Section C n° 0332	M. et Mme HIGUINEN Christian	N° 38
-	Section C n° 0335	M. et Mme MOSNIER Claude	N° 40
-	Section C n° 0924, 334	M. et Mme MOSNIER Pierre	N° 42
-	Section C n° 0930	M. BLANCHARD Michel	N° 44
-	Section C n° 1121	M. et Mme LEPORT Michel	N° 46
-	Section C n° 1202	M. et Mme ROME Didier	N° 48
-	Section C n° 0325	M. LEBRET Philippe	N° 50
-	Section C n° 0324	M. et Mme TREDAN Jean-Michel	N° 52
-	Section C n° 0320	M. DERUNES et M. BERTRAND	N° 54

-	Section C n° 0321	Mlle VINGTANS Marie-Noëlle	N° 56
-	Section C n° 0319	M. et Mme CHARTIER Patrick	N° 58
-	Section C n° 0304	M. CORVAISIER Gaétan	N° 60
-	Section C n° 0295	Mlle VINGTANS Marie-Noëlle	N° 62
-	Section C n° 0292	Mme LARCHER Magali	N° 64
-	Section C n° 0287 1072	M. et Mme BELAN Gérard	N° 66
-	Section C n° 0279/1069	Mlle GARNIER Annick	N° 68
-	Section C n° 0276	Mlle GARNIER Annick	N° 70
-	Section C n° 0275	M. PELE Serge	N° 72
-	Section C n° 0259	M. TESSIER Pierre	N° 74
-	Section C n° 0257	Mlle GARNIER Annick	N° 76
-	Section C n° 0256	Mlle GARNIER Annick	N° 78
-	Section C n° 0249	M. et Mme MORVAN Guy	N° 80
-	Section C n° 1066,1068, 245, 1063	M. et Mme MORVAN Guy	N° 82
-	Section C n° 1216	M. et Mme HOUITTE Gérard	N° 84

### Numéros impairs :

-	Section C n° 1120	M. Jean-Pierre BILLON	N° 01
-	Section C n° 1120	M. Jean-Pierre BILLON	N° 03
-	Section C n° 1119	M. et Mme LATOUCHE Jean-Paul	N° 05
-	Section C n° 1128	M. et Mme GAZORPOUR Youssef	N° 07
-	Section C n° 1129	M. et Mme GARNIER Robert	N° 09
-	Section C n° 1278	M. et Mme SALMON Eric	N° 11
-	Section C n° 0200	M. LE NORMAND Dominique	N° 13
-	Section C n° 1329	M. HABIS et Mlle JAN	N° 15
-	Section C n° 1330	M. BLANCHARD Michel	N° 17
-	Section C n° 1228	M. et Mme LAIGLE Louis	N° 19
-	Section C n° 1126	M. BISSON Brian	N° 21
-	Section C n° 0182	M. et Mme LERESTEUX Alain	N° 23
-	Section C n° 0181	M. et Mme LERESTEUX Alain	N° 25
-	Section C n° 0181	M. et Mme LERESTEUX Alain	N° 27
-	Section C n° 0180	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 29
-	Section C n° 0180	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 31
-	Section C n° 1356	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 33
-	Section C n° 1200	M. et Mme SIMON Pierrick	N° 35
-	Section C n° 1208	M. PIEDVACHE et Mlle DURAND	N° 37
-	Section C n° 1284	M. et Mme SIMON Frédéric	N° 39
-	Section C n° 1356	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 41
-	Section C n° 1355	M. BAYART et Mlle LE YAOUANQ	N° 43
-	Section C n° 1356	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 45
-	Section C n° 1356	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 47
-	Section C n° 0204	M. et Mme BAUDUIN Jean-Pierre	N° 49
-	Section C n° 1271	M. et Mme BAUDUIN Jean-Pierre	N° 51
-	Section C n° 1257	M. et Mme BAUDUIN Jean-Pierre	N° 53
-	Section C n° 1257	M. et Mme BAUDUIN Jean-Pierre	N° 55
-	Section C n° 0180	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 57
-	Section C n° 0180	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 59



-	Section C n° 0180	M. HOUITTE Jean-Claude	N° 61
-	Section C n° 1340	Mlle HOUDOUIN Dominique	N° 63
-	Section C n° 1337	M. et Mme LOUAZEL Laurent	N° 65
-	Section C n° 1266	Mlle GARNIER Annick	N° 67
-	Section C n° 1266	Mlle GARNIER Annick	N° 69
-	Section C n° 1262	M. et Mme CORMIER Régis	N° 71
-	Section C n° 0214	M. SAMIN Marc	N° 73
-	Section C n° 0219	M. et Mme SAMIN Marc	N° 75
-	Section C n° 0218	M. SAMIN Marc	N° 77
-	Section C n° 0238	M. LE BOUETE et Mme CHEREL	N° 79
-	Section C n° 0237	M. HOUITTE Gérard	N° 81
-	Section C n° 0235, 236	M. et Mme LEMARCHAND Alain	N° 83
-	Section C n° 0231	M. et Mme LEVEQUE Pierre	N° 85
-	Section C n° 0916, 917, 222	M LEMARCHAND Alain (916 et 222)	N° 87
		M. SAMIN Jean-Marc (917) résidences secondaires	
-	Section C n° 0229, 230	M. et Mme LEMARCHAND Alain	N° 89
-	Section C n° 0228	M. et Mme DALBARD Christian	N° 91
-	Section C n° 0137	M. LAUGERAT et Mlle GODINOU	N° 93
-	Section C n° 0133	M. et Mme ROBIN Thierry	N° 95

Monsieur HAMELIN précise qu'une plaque de numéro sera donnée aux habitants concernés. Cette dernière devra être apposée de façon visible de la voie publique. Pour information, il est rappelé que les services de La Poste doivent pouvoir distribuer le courrier sans pénétrer sur une voie privée.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- De procéder au numérotage du village de Riniac tel que présenté ci-dessus.
- d'attribuer une plaque de numéro aux habitants concernés.

#### **11-96) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U. n° 4 –DELIMITATION DE LA ZONE HUMIDE AU LIEU-DIT « PLEAC »**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié les 1<sup>er</sup> avril 2008 et le 02 mars 2011.

Le syndicat du Linon a réalisé sur le bassin du Linon les inventaires communaux de zones humides et cours d'eau préconisés par le SAGE (Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux) Rance Frémur Baie de Beaussais.

La méthodologie des inventaires de zones humides était conforme à la méthodologie retenue par la CLE (Commission Locale de l'Eau) du SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais, à savoir l'un en hiver, l'autre en période de basses eaux et une caractérisation en fonction des critères eau, végétation et sol de la loi sur l'eau.

L'inventaire des zones humides de Combourg a été réalisé par le cabinet SAFEGE de Décembre 2005 à Juillet 2006.

Certaines délimitations de zones humides sont à rectifier en raison de la présence de bâtiments d'habitation et d'exploitation agricole inclus dans le périmètre des zones humides.

Ce secteur de la commune est en zone humide et en zone NPa du Plan Local d'Urbanisme, « qu'il convient de protéger strictement. Il n'est pas bâti ».

En application de l'article L-123-1 du code de l'urbanisme, de l'article L-211.1 du code de l'environnement et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, les occupations et utilisations du sol de toute nature, soumises ou non à autorisation, susceptibles de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique des cours d'eau et des zones humides (y compris lorsqu'elles sont circonscrites à une mare, un plan d'eau) sont strictement interdites (notamment les déblais et les remblais).

**Une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme qui permettrait un développement d'activités économiques dans ce secteur.**

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, Monsieur HAMELIN propose au Conseil Municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur le secteur «Pléac », conformément aux articles L.123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants du code de l'urbanisme
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme
- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :
  - une parution d'articles dans les publications publiques de la commune et ou sur le site
  - mise à disposition d'un cahier aux pages numérotées pour recueil des observations éventuelles du public.
- de donner autorisation au maire pour signer tout document ou convention liés à ce dossier.

Monsieur HAMELIN précise que les crédits sont inscrits au budget de la commune, exercice 2011, sous-rubrique article 202 opération 401

En outre, il est rappelé que la révision simplifiée fera l'objet d'une concertation et d'une réunion avec les Personnes Publiques Associées, et que ce dossier sera soumis à enquête publique.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

**11-97) REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U. n° 5 – DELIMITATION DES ZONES HUMIDES AUX LIEUX-DITS BRANCOUAL, LOUP PENDU, LE BADOLIER, LE PETIT VILLENEUVE, LE CAMP DU GUESCLIN, LA VILLE TIERCE**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN rappelle au Conseil Municipal que le Plan Local d'Urbanisme a été approuvé le 13 novembre 2006, modifié les 1<sup>er</sup> avril 2008 et le 02 mars 2011

Le syndicat du Linon a réalisé sur le bassin du linon les inventaires communaux de zones humides et cours d'eau préconisés par le SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais.

La méthodologie des inventaires de zones humides était conforme à la méthodologie retenue par la CLE du SAGE Rance Frémur Baie de Beaussais, à savoir l'un en hiver, l'autre en période de basses eaux et une caractérisation en fonction des critères eau, végétation et sol de la loi sur l'eau.

L'inventaire des zones humides de Combourg a été réalisé par le cabinet SAFEGE de Décembre 2005 à Juillet 2006.

Certaines délimitations de zones humides sont à rectifier en raison de la présence de bâtiments d'habitation et d'exploitation agricole inclus dans le périmètre des zones humides.

Ces secteurs de la commune sont en zones humides et en zone NPa du Plan Local d'Urbanisme, « qu'il convient de protéger strictement. Il n'est pas bâti ». En application de l'article L-123-1 du code de l'urbanisme, de l'article L-211.1 du code de l'environnement et des schémas d'aménagement et de gestion des eaux, les occupations et utilisations du sol de toute nature, soumises ou non à autorisation, susceptibles de compromettre l'existence, la qualité, l'équilibre hydraulique et biologique des cours d'eau et des zones humides (y compris lorsqu'elles sont circonscrites à une mare, un plan d'eau) sont strictement interdites (notamment les déblais et les remblais).

**Une rectification de la zone humide nécessite une évolution de zonage du Plan Local d'Urbanisme qui permettrait une prise en compte du bâti existant et une évolution de celui-ci.**

Ces changements ayant une portée d'intérêt général, il est proposé au Conseil Municipal :

- de prescrire la révision simplifiée du P.L.U. sur les secteurs « Brancoual, Loup pendu, le Badolier, le Petit Villeneuve, le Camp du Guesclin, la Ville Tierce » conformément aux articles L.123-1 et suivants, R. 123-1 et suivants du code de l'urbanisme
- de charger la commission urbanisme du suivi de l'étude du Plan Local d'Urbanisme

- de mener la procédure selon le cadre défini par l'article L.123-13 du code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques
- de fixer les modalités de concertation prévues par l'article L.300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes :
  - une parution d'articles dans les publications publiques de la commune et ou sur le site
  - mise à disposition d'un cahier aux pages numérotées pour recueil des observations éventuelles du public.
- de donner autorisation au maire pour signer tout document ou convention liés à ce dossier.

Monsieur HAMELIN précise que les crédits sont inscrits au budget de la commune, exercice 2011, sous-rubrique article 202 opération 401.

En outre, il est rappelé que la révision simplifiée fera l'objet d'une concertation et d'une réunion avec les Personnes Publiques Associées, et que ce dossier sera soumis à enquête publique.

Entendu l'exposé de Monsieur HAMELIN, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE l'ensemble de ces propositions.

#### **11-98) CHOIX D'UN CABINET D'ETUDE POUR LES DEUX REVISIONS SIMPLIFIEES DU P.L.U.**

Rapporteur : M. Joël HAMELIN, adjoint chargé de l'urbanisme

Monsieur HAMELIN expose au Conseil Municipal que, compte tenu des deux projets de révision n° 4 et 5, il est apparu opportun de prendre l'attache d'un cabinet d'étude pour constituer les dossiers nécessaires aux révisions simplifiées du P.L.U.

Une consultation en procédure adaptée pour le choix d'un cabinet d'études a été menée.

La consultation fait apparaître les offres suivantes :

	Montant H.T.	Montant TTC
ARTEFACTO 11 rue André Meynier 35000 RENNES	2 950,00 €	3 528,20 €
<b>CABINET GHECO</b> 17 rue buffeterie 17000 LA ROCHELLE	2 267,20 €	2 711,57 €
ATELIER DU MARAIS 50 rue de vitré 35300 FOUGERES	2 564,25 €	3 066,84 €

.Le Cabinet GHECO a été retenu.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **11-99) TARIFS CANTINE – RENTREE SCOLAIRE 2011-2012**

Rapporteur : Madame Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, comme chaque année, il convient de fixer les tarifs de la cantine pour l'année 2011-2012. Le Conseil Municipal sera informé des modalités de fixation du prix de la Restauration Scolaire par le décret n° 2006-753 du 29 Juin 2006, à savoir,

- d'une part, les prix de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge (article 1)
- d'autre part, ces prix ne peuvent être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service, et y compris lorsqu'une modulation est appliquée (article 2)

Les tarifs appliqués pour l'année scolaire 2010-2011 étaient de :

Tarif « Enfant »	2,95 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	5,30 €
------------------	--------

Madame GIROUX informe le Conseil Municipal que le prix de revient d'un repas (denrées alimentaires + personnel + frais de fonctionnement divers) a été établi à 5.36 €.

Après avis de la commission finances, réunie le 27 juin 2011, Madame GIROUX propose d'appliquer une augmentation de 3.0 % pour le tarif «Enfant » et de voter les tarifs de la restauration scolaire pour l'année scolaire 2011- 2012 qui seront applicables à partir de la rentrée scolaire, de la façon suivante :

Tarif « Enfant »	3.04 €
------------------	--------

Tarif « Adulte »	5.36 € (égal au coût de revient)
------------------	----------------------------------

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces nouveaux tarifs qui prendront effet à la rentrée scolaire 2011-2012

## **11-100) RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE – ATTRIBUTION DES LOTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-9 en date du 9 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le projet d'aménagement du presbytère, validé l'A.P.D. et autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous forme d'une procédure adaptée.

Le marché travaux présenté se décline en 9 lots distincts avec options : isolation – menuiseries – chauffage

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate-forme de dématérialisation e-mégalis le 18 mai 2011.
- Le 18 mai 2011 sur l'édition 35 Ouest-France, pour une parution le 21 mai 2011.

54 DCE ont été retirés et 16 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Mardi 14 Juin 2011 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Mardi 14 Juin 2011 après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet Jean-François HUBERT de Combours, en charge de la maîtrise d'œuvre de ce dossier.

Il est rappelé que ce marché porte sur l'attribution de 9 lots distincts, à savoir :

LOT 1 : MACONNERIE

LOT 2 : COUVERTURE ARDOISES

LOT 3 : MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES

LOT 4 : PLATRERIE

LOT 5 : REVETEMENT DE SOLS ET MURS

LOT 6 : PLOMBERIES SANITAIRES

LOT 7 : ELECTRICITE – VMC

LOT 8 : CHAUFFAGE GAZ

LOT 9 : PEINTURE

Suite à l'analyse effectuée par le maître d'œuvre, et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 22 juin 2011 à 11h30, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

- d'attribuer les lots comme suit :

LOT 1 : MACONNERIE

BORSA SAS – ZI Quevert – 3 r du jardin - 22100 DINAN

Pour un montant de 6 747.96 € HT, soit 8 070,56€ TTC

LOT 2 : COUVERTURE ARDOISES

GAUTIER ENTREPRISE – 24 pl. des déportés – 35270 COMBOURG

Pour un montant de 6 338,30 € HT, soit 7 580,61 € TTC

LOT 3 : MENUISERIES EXTERIEURES ET INTERIEURES  
GENTIL GLEMOT – la Gentière – 35270 COMBOURG  
Pour un montant de 29 907,07 € HT, soit 35 768,86 € TTC  
dont option de 11 691,17 € HT, soit 13 982,64 € TTC

LOT 4 : PLATRERIE  
BREL – ZA la côte du nord – 35133 LECOUSSE  
Pour un montant de 12 835,62 € HT, soit 15 351,40 € TTC  
Dont option de 2 231,72 € HT, soit 2 669,14 € TTC

LOT 5 : REVETEMENT DE SOLS ET MURS  
DEGANO – 5 r Claude Chapel – 35400 SAINT MALO  
Pour un montant de 12 583,79 € HT, soit 15 050,21 € TTC

LOT 6 : PLOMBERIE SANITAIRES  
Alain GOUPIL – 11 rue du Châtelet – 35560 BAZOUGES LA PEROUSE  
Pour un montant de 7 236,23 € HT, soit 8 654,53 € TTC

LOT 7 : ELECTRICITE 6- VMC  
Alain GOUPIL – 11 rue du Châtelet – 35560 BAZOUGES LA PEROUSE  
Pour un montant de 13 699,00 € HT, soit 16 384,00 € TTC

LOT 8 : CHAUFFAGE GAZ  
Alain GOUPIL – 11 rue du Châtelet – 35560 BAZOUGES LA PEROUSE  
Pour un montant de 4 942,00 € HT, soit 5 910,63 € TTC

LOT 9 : PEINTURE  
SAS BERRU –la Chicherie – 35850 GEVEZE  
Pour un montant de 9 168,46 € HT, soit 10 965,48 € TTC

Soit un total pour les 9 lots de 103 458,43 € HT, soit 123 736,28 € TTC

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, conformément aux délibérations en date des 7 Avril 2010 et 13 Avril 2011, cette opération fait l'objet d'une imputation budgétaire au titre des travaux bâtiment, opération 809.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **11-101) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE - AVENANTS**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de la « **Construction d'une Maison de l'Enfance** », marché à procédure adaptée, signé le 22 novembre 2010,

L'entreprise **CARDINAL** de Maure de Bretagne (35), titulaire du **lot n° 1 – Gros Œuvre** - a présenté un avenant (n° 1) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Carottages pour passage de fourreaux électriques et d'alimentation d'eau

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 71 742.77 € HT

**Avenant n°1 en plus value :** + 512.89 € HT

**Nouveau montant du marché:** 72 255.66 € HT

Soit une augmentation de **0.71%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **CARDINAL** de Maure de Bretagne (35), titulaire du **lot n° 1 – Gros Oeuvre** - a présenté un avenant (n° 2) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Longrines du hall
- Surface omise de béton érodé.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 71 742.77 € HT

**Avenant n°1 en plus value :** + 512.89 € HT

**Avenant n°2 en plus value :** + 2 977.83 € HT

**Nouveau montant du marché:** 75 233.49 € HT

Soit une augmentation de **4.87%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **CBM** de Plestan (22), titulaire du **lot n° 2 – Charpente Métallique – Couverture Bac Acier – Bardage Serrurerie** - a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Suppression de la ligne de vie

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 149 198.50 € HT

**Avenant n°1 en moins value :** - 2 755.00 € HT



**Nouveau montant du marché : 146 443.50 € HT**

Soit une diminution de **1.85%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **CBM** de Plestan (22), titulaire du **lot n° 2 – Charpente Métallique – Couverture Bac Acier – Bardage Serrurerie** - a présenté un avenant (n° 2) en moins value :

- Objet de l'avenant :
  - Remplacement de panneaux en fibre de bois par de la tôle acier laqué (plafond du porche d'entrée)
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	149 198.50 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b>- 2 755.00 € HT</b>
<b>Avenant n°2 en moins value :</b>	<b><u>- 2 604.00 € HT</u></b>

**Nouveau montant du marché : 143 839.50 € HT**

Soit une diminution de **3.59%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **RETE** de Louvigné du Désert (35), titulaire du **lot n° 3 – Menuiseries Extérieures Aluminium** - a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :
  - Suppression des capotages de baies pour habillage des tableaux et linteaux au droit des menuiseries
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	34 248.00 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b><u>- 2 992.00 € HT</u></b>

**Nouveau montant du marché : 31 256.00 € HT**

Soit une diminution de **8.74 %** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **RETE** de Louvigné du Désert (35), titulaire du **lot n° 3 – Menuiseries Extérieures Aluminium** - a présenté un avenant (n° 2) en plus value :

- Objet de l'avenant :
  - Remplacement des vitrages clairs par des vitrages imprimés.

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	34 248.00 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b>- 2 992.00 € HT</b>
<b>Avenant n°2 en plus value :</b>	<b><u>+ 1 602.00 € HT</u></b>

**Nouveau montant du marché : 32 858.00 € HT**

Soit une diminution de **8.74 %** et une augmentation de **4.68 %** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n° 1) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Modification châssis bois exotique du bureau direction
- Modification des hublots circulaires inférieurs des chambres

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	39 250.29 € HT
<b>Avenant n°1 en plus value :</b>	<b><u>+ 1 337.88 € HT</u></b>

**Nouveau montant du marché: 40 588.17 € HT**

Soit une augmentation de **3.41%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **GRINHARD FRERES** de Combourg (35), titulaire du **lot n° 4 – Menuiserie Intérieures Bois** - a présenté un avenant (n°2) en moins value:

- Objet de l'avenant :

- Modification du vitrage acoustique entre Espace Eveil et Vestiaires

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	39 250.29 € HT
<b>Avenant n°1 en plus value :</b>	<b>+ 1 337.88 € HT</b>
<b>Avenant n°2 en moins-value :</b>	<b><u>- 215.00 € HT</u></b>

**Nouveau montant du marché: 40 373.17 € HT**

Soit une augmentation de **3.41%** et une diminution de **0.55%** par rapport au montant du marché initial.

L'entreprise ITA SPCS de Change (53), titulaire du **lot n° 6 – Cloisons Sèches – Plafonds – Plaques de Plâtres** - a présenté un avenant (n° 1) en plus value :

- Objet de l'avenant :

- Chevrons sapin et sabots métalliques

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 66 312.55 € HT

**Avenant n°1 en plus value : + 1 954.80 € HT**

**Nouveau montant du marché: 68 267.35 € HT**

Soit une augmentation de **2.95 %** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise ITA SPCS de Change (53), titulaire du **lot n° 6 – Cloisons Sèches – Plafonds – Plaques de Plâtres** - a présenté un avenant (n° 2) en moins-value :

- Objet de l'avenant :

- Plaques de parement collées sur élévation BA

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché : 66 312.55 € HT

**Avenant n°1 en plus value : + 1 954.80 € HT**

**Avenant n°2 en moins value : - 1 248.94 € HT**

**Nouveau montant du marché: 67 018.41 € HT**

Soit une augmentation de **2.95 % (avenant n° 1)**, une diminution de **1.88% (avenant n° 2)** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise DEGANO de Saint Malo (35), titulaire du **lot n° 9 – Sols Souples** – a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Remplacement des sols PVC par des sols excellence

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	12 328.58 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b><u>- 297.10 € HT</u></b>

<b>Nouveau montant du marché :</b>	<b>12 031.48 € HT</b>
------------------------------------	-----------------------

Soit une diminution de **2.41%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - - a présenté un avenant (n° 1) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Modification de réseau gaz en extérieur

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b><u>- 1 537.85 € HT</u></b>

<b>Nouveau montant du marché :</b>	<b>115 061.45 € HT</b>
------------------------------------	------------------------

Soit une diminution de **1.32%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - - a présenté un avenant (n° 2) en moins value :

- Objet de l'avenant :

- Suppression baignoire bébé.

- 

- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € HT
<b>Avenant n°1 en moins value :</b>	<b>- 1 537.85 € HT</b>
<b>Avenant n°2 en moins value :</b>	<b><u>- 737.36 € HT</u></b>

<b>Nouveau montant du marché :</b>	<b>114 324.09 € HT</b>
------------------------------------	------------------------

Soit une diminution de **2%** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **GUERIN FLUIDES SERVICES** de Landéan (35), titulaire du **lot n° 13 – Plomberie Sanitaires – Chauffage Ventilation** - - a présenté un avenant (n° 3) en plus value :

- Objet de l'avenant :
  - Modification : mitigeur + rajout double évier.
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	116 599.30 € HT
Avenant n°1 en moins value :	- 1 537.85 € HT
Avenant n°2 en moins value :	- 737.36 € HT
Avenant n°3 en plus value :	<u>+ 1 100.87 € HT</u>

**Nouveau montant du marché : 115 424.96 € HT**

Soit une diminution de **2%** et une augmentation de **0.94 %** par rapport au montant du marché initial

L'entreprise **Blaire et Hubert.** de Lourmais (35), titulaire du **lot n° 14 – Terrassement – VRD – Aménagement Extérieurs** - - a présenté un avenant (n° 2) en plus value :

- Objet de l'avenant :
  - Ouverture d'une tranchée, fourniture et pose d'un fourreau pour le gaz.
- Montant de l'avenant :

Montant initial du marché :	38 212.25 € HT
Avenant n°1 en moins value	- 160.50 € HT
Avenant n°2 en plus value :	<u>+ 386.25 € HT</u>

**Nouveau montant du marché: 38 438.00 € HT**

Soit une augmentation de **1.01 %** et une diminution de **0.4 2%** par rapport au montant du marché initial

En ce qui concerne les avenants en plus-value ou moins-value des entreprises CARDINAL, CBM, RETE, GRINHARD (lot 4), ITA SPCS, DEGANO, GUERIN FLUIDES SERVICES et BLAIRE & HUBERT, ils sont évoqués à titre d'information et ne feront pas l'objet d'un vote.

Conformément à l'article L2122-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, indiquant que le Maire est chargé d'exécuter les décisions du Conseil Municipal et en particulier de souscrire les marchés, considérant que seuls les avenants occasionnant des écarts supérieurs à 5 % par rapport au marché initial doivent être soumis à l'approbation du Conseil municipal, Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à signer l'avenant n° 1 de l'entreprise **RETE** (lot 3).

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal ADOPTE ces proposition et AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant n° 1 de l'entreprise RETE (lot n° 3).

### **11-102) TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE MAISON DE L'ENFANCE : MARCHÉ COMPLEMENTAIRE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX rappelle au Conseil Municipal que, dans le cadre des travaux de « Construction d'une Maison de l'Enfance », une consultation en procédure adaptée avait permis d'attribuer à l'entreprise **GRINHARD FRERES le lot n° 5 : Mobilier Petite Enfance** – pour un montant de 15 640.86 € H.T.(délibération n° 10-158 du 8 décembre 2010)

A la demande de la commune, il a été décidé une modification du plateau change bébé afin d'intégrer la baignoire qui était initialement prévue par l'entreprise **GUERIN FLUIDES lot n° 11 – Plomberie Sanitaires- Chauffage Ventilation** l'avenant n° 2 de l'entreprise Guérin Fluides prévoit cette modification.

En conséquence, un marché complémentaire au marché initial a été passé avec l'entreprise **GRINHARD FRERES – LOT n°5** –de Combourg pour un montant de 4 336.44 € H.T.soit 5186.38 € T.T.C.

Ce marché complémentaire sera réglé sur l'opération - 802 - Petite Enfance.

Ce marché complémentaire au marché initial traité en procédure adaptée a été présenté à la Commission Finances du 27 juin 2011.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

### **11-103) ADMISSION EN « NON VALEUR »**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances.

Madame GIROUX expose au Conseil Municipal que, par courriers en date des 22 février 2011 et 10 mai 2011, le Receveur Municipal a informé la commune que des titres émis

en 2004, 2005, 2007 et 2008 restent en solde dans les comptes de la commune. Les créances concernent :

- 4 titres émis pour un montant de **235,00 €** (impayés cantine)
- 1 titre émis pour un montant de **7.30 €** (impayés de garderie)
- 1 titre émis pour un montant de **7.50 €** (impayés cantine)
- 3 titres émis pour un montant de **105.14 €** (impayés cantine)
- 1 titre émis pour un montant de **16.74 €** (impayés cantine)

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu l'état des titres irrécouvrables transmis par Monsieur le trésorier de TINTENIAC pour lesquels il a été demandé l'admission en non valeur,

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'admettre ces titres en non-valeur.

Ces sommes seront réglées sur l'article 654 de l'exercice en cours

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

#### **11-104) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DES TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE LA VOIRIE URBAINE 2011**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 11-66 du 13 avril 2011, le Conseil Municipal a approuvé le dossier de consultation des entreprises pour les travaux de «Requalification de la Voirie Urbaine 2011 » et a autorisé le Maire à lancer la consultation.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 27 avril 2011, annonçait la somme de 15 € pour l'envoi du dossier de consultation.

1 dossier a été envoyé, représentant un montant de 15 € reçus par chèque.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser le chèque pour un montant de 15 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **11-105) ENCAISSEMENT DES CHEQUES DE DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE) DES TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU PRESBYTERE**

Rapporteur : Mme Yolande GIROUX, Adjointe aux finances

Madame GIROUX rappelle que, par délibération n° 11-9 du 9 février 2011, le Conseil Municipal a approuvé le projet de «Réaménagement du Presbytère » et a autorisé le Maire à lancer la consultation.

L'avis d'appel public à la concurrence, paru le 21 mai 2011, annonçait la somme de 15 € pour l'envoi du dossier de consultation.

21 dossiers ont été envoyés, représentant un montant total de 315 € reçus par chèques.

Madame GIROUX propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à encaisser ces chèques pour un montant de 315 €.

Entendu l'exposé de Madame GIROUX, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

### **11-106) REAMENAGEMENT DU CAMPING – CONSULTATION DE MAITRISE D'OEUVRE**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-2 en date du 9 février 2011, relative à l'accueil de résidences de loisirs, il a été décidé d'approuver le projet d'implantation de mobil homes sous réserve du maintien du classement actuel de l'établissement.

Le pré-diagnostic du camping par le Groupement d'Intérêt Touristique (GIT) et de l'Office du Tourisme permet d'établir une liste de travaux nécessaires à ce maintien.

Si la majorité des prescriptions reste du domaine du simple service proposé (table à repasser, questionnaire de satisfaction, accueil multilingue etc....), en revanche certaines prescriptions impactent directement l'infrastructure du camping (électricité et eau sur l'ensemble des lots, jalonnement d'éclairage, vétusté des bornes de service, etc.).

En raison de l'ampleur des travaux prescrits, il convient d'intégrer également les recommandations du schéma directeur d'assainissement, à savoir le remplacement du réseau



d'Eaux Usées (EU) desservant le tennis, le camping et relié au poste de refoulement de l'Avenue de Waldmünchen.

Par ailleurs l'étude faisabilité de la salle omnisports, pressentie à proximité du camping, fait apparaître un besoin d'espace complémentaire que le zonage UL d'une partie du camping pourrait recevoir.

C'est pourquoi, afin de coordonner l'ensemble de ces travaux, il convient de s'adjoindre les compétences d'un maître d'œuvre pour les missions suivantes :

- ✓ ESQ : esquisse
- ✓ APS : avant projet sommaire
- ✓ APD : Avant Projet Détaillé
- ✓ PRO : Projet
- ✓ ACT : Assistance pour la passation des contrats de travaux
- ✓ EXE : Etudes d'exécution
- ✓ DET : Direction de l'exécution des contrats de travaux
- ✓ AOR : Assistance lors des opérations de réception.

Compte tenu de l'estimatif des travaux, le choix de la procédure pour la consultation de maîtrise d'oeuvre est la procédure adaptée.

Monsieur LE BESCO propose au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à lancer l'appel d'offres du marché de maîtrise d'oeuvre selon la procédure adaptée.

Entendu l'exposé de Monsieur LE BESCO, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

## **11-107) TRAVAUX DE REFECTION ET DE MODERNISATION DE LA VOIRIE URBAINE ET RURALE – PROGRAMME 2011 - ATTRIBUTION DES LOTS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-81 en date du 11 Mai 2011, celui-ci a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Le marché travaux présenté se décompose en une tranche ferme et six tranches conditionnelles, imposant d'une part une solution technique de base et d'autre part offrant la possibilité de proposer des variantes techniques :

Désignation des tranches	
Tranche ferme	<p>TF</p> <p>Réfection de la voirie rurale:</p> <p>VC n°11 – La Doupterie</p> <p>VC n°114 – Carrefour les Fresches</p> <p>VC n°124 – Placis Briand</p> <p>VC n°47 – Le Rouvre</p> <p>VC n°123 – Travers vers Boissière aux Lizions</p> <p>VC n°137 - Cotillé</p> <p>Réfection de la voirie urbaine :</p> <p>Avenue des Acacias</p> <p>Rond point carré + entrées parking</p>
Tranches conditionnelles	<p>TC</p> <p>Réfection de la voirie rurale</p> <p>VC n°581 – Landrejard</p> <p>VC n°101 – Landran</p> <p>VC n°152 – Les Barrettes (partie 1)</p> <p>VC n°152 – Les Barrettes (partie 2)</p> <p>VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 1) – Mitoyenne Dingé</p> <p>VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 2)</p>

Le pouvoir adjudicateur a envoyé l’avis d’appel public à la concurrence :

- sur la plate-forme de dématérialisation e-mégalis le 12 Mai 2011.
- le 12 Mai 2011 pour l’édition Ouest-France du 17 Mai 2011.

14 DCE ont été retirés et 5 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Jeudi 9 Juin 2011 à 12h00.

L’ouverture des différentes propositions a été effectuée le Jeudi 9 Juin 2011 dans l’après midi et l’analyse a ensuite été réalisée par les services techniques municipaux.

Après présentation de l’analyse et suivant l’avis du Comité d’Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 22 Juin 2011 à 11h00, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

- De déclarer le marché fructueux.
- De proposer l’affermissement des tranches conditionnelles suivantes :
  - La tranche conditionnelle n° 1 - VC n°581 – Landrejard – 11 060.55 € TTC
  - La tranche conditionnelle n° 2 - VC n°101 – Landran – 14 370.99 € TTC.
  - La tranche conditionnelle n° 5 - VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 1) – Mitoyenne Dingé – 12 231.37 € TTC.
  - La tranche conditionnelle n° 6 - VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 2) – 15 699.69 € TTC.

- De ne pas affermir les tranches conditionnelles suivantes :
  - Tranche conditionnelle n° 3 - VC n°152 – Les Barrettes (partie 1)
  - Tranche conditionnelle n° 4 - VC n°152 – Les Barrettes (partie 2)

- D'attribuer le marché comme suit :

SACER ATLANTIQUE

14 rue Jean Le Hô

BP 92122

35921 RENNES Cedex

Pour la réalisation de :

- La tranche ferme, pour un montant de 132 099.64 € TTC, suivant la solution de base (enrobé à chaud).
- Des tranches conditionnelles 1, 2, 5 et 6, suivant la solution de base (enrobé à chaud), pour un montant de 53 362.60 € TTC.

Soit un total de 185 462.24 € TTC, pour la réalisation des tranches ferme et conditionnelles retenues.

L'estimation des tranches retenues faisant apparaître un montant de 203 962.39 € TTC, le montant total attribué se situe donc en dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 9.90 %.

Suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 22 Juin 2011 à 11h00 et, sur proposition du pouvoir adjudicateur, le Conseil Municipal est invité :

- A affermir les tranches conditionnelles proposées à savoir :
  - La tranche conditionnelle n° 1 - VC n°581 – Landrejard – 11 060.55 € TTC
  - La tranche conditionnelle n° 2 - VC n°101 – Landran – 14 370.99 € TTC.
  - La tranche conditionnelle n° 5 - VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 1) – Mitoyenne Dingé – 12 231.37 € TTC.
  - La tranche conditionnelle n° 6 - VC n°16 – Travers vers Dingé (partie 2) – 15 699.69 € TTC.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE d'affermir les tranches conditionnelles telles que présentées ci-dessus.

#### **11-108) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL A « LA QUIRIAIS » – DEMANDEURS : M. ET Mme LEMUR ALCIDE**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 27 Avril 2011, Monsieur et Madame LEMUR Alcide, domiciliés à « La Quiriais » en Combours, ont

demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé au droit de la parcelle B 634 dont ils sont propriétaires.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie en date du 11 Mai 2011, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette cession.

Par ailleurs, il précise que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.30 € HT du m<sup>2</sup> et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**11-109) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL  
A « BELLE LANDE » – DEMANDEURS : M. ET Mme QUEVERT CHRISTOPHE**  
Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 23 Mars 2011, Monsieur et Madame QUEVERT Christophe, domiciliés à « Belle Lande » en Combourg, ont demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé au droit des parcelles C-587, C-909 et C-910 dont ils sont propriétaires.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie en date du 11 Mai 2011, s'est rendue sur place et a émis un avis favorable à cette demande sous réserve du respect des différentes servitudes pouvant grever cette portion de chemin (écoulement des eaux pluviales).

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal de décider, sous réserve des conclusions de l'enquête publique obligatoire, le principe de cette cession.

Par ailleurs, il précise que cette vente, si elle se réalise, aura lieu conformément aux dispositions prises par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 (vente de terrain au prix de 0.80 € HT du m<sup>2</sup> et frais de géomètre et de notaire à la charge de l'acquéreur).

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**11-110) DEMANDE D'ACQUISITION D'UNE PORTION DE CHEMIN COMMUNAL  
A « BOUTENILLET » – DEMANDEUR : M. BECHERIE CYPRIEN**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 16 Mars 2011, Monsieur BECHERIE Cyprien, domiciliés à « Boutenillet » en Combours, a demandé l'achat d'une portion de chemin communal situé au droit des parcelles E-188 et E-217 dont ils sont propriétaires.

La commission « voirie, infrastructures et affaires rurales », réunie en date du 11 Mai 2011, s'est rendue sur place et a émis un avis défavorable à cette demande motivée par l'existence d'un accès foncier aux deux extrémités de ce chemin communal.

M. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider de suivre l'avis de la commission.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE cette proposition.

**11-111) ALIGNEMENT, ELARGISSEMENT, REDRESSEMENT, CREATION DE  
VOIES COMMUNALES OU CHEMINS RURAUX – PRINCIPE DES NOUVELLES  
MODALITES D'ACQUISITION DE TERRAIN PAR LA COMMUNE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET expose au Conseil Municipal que la Ville de Combours est régulièrement saisie dans le cadre de demande d'alignement, d'élargissement, de redressement ou de création de voies communales, ou chemins ruraux, donnant lieu à la création de parcelles appelées à intégrer le domaine public.

Ce type d'acquisition se faisait parfois à titre gratuit, néanmoins une récente réglementation interdit dorénavant ce type de transaction.

En effet, la décision d'inconstitutionnalité de l'article L.332-6-1-2°(e) du Code de l'urbanisme relatif aux cessions gratuites de terrains en vue de l'élargissement, du redressement ou de la création de voies publiques a pris effet à compter de la publication de la décision au journal officiel, soit le 23 septembre 2010. La conséquence directe de cette décision est l'obligation d'achat par la collectivité aux propriétaires fonciers, soit par voie amiable, soit par voie d'expropriation, rendant ainsi inconstitutionnelle la cession à titre gratuit des terrains vers une collectivité.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 11 mai 2011, a souhaité appliquer pour les acquisitions de terrain par la commune, les mêmes tarifs que pour les cessions par la commune, à savoir les tarifs définis par le Conseil Municipal dans sa délibération n° 01-90 du 23 juillet 2001 :

- 0.30 € HT/m<sup>2</sup> pour les voies en zone rurale et bordées de champs.
- 0.80 € HT/m<sup>2</sup> pour les voies en zone urbanisée et bordées par des bâtiments.

En cas d'acquisition particulière, un prix spécifique pourra être décidé sur proposition motivée.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'approuver les principes d'acquisition énoncés ci-dessus.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, APPROUVE les principes d'acquisition énoncés ci-dessus.

## **11-112) DEMANDE D'ACQUISITION FONCIERE PAR LA COMMUNE - LES HAUTS ROCHERS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

M. LEBRET informe le Conseil Municipal que, par courrier en date du 14 Mars 2011, la ville de Combourg a été saisie d'une demande de M. COLLET Alain, agissant au nom des cohéritiers, pour l'acquisition à titre gratuit par la commune d'une partie de la parcelle G-852 sise aux « Hauts Rochers ».

Cette parcelle, d'une superficie totale de 48 m<sup>2</sup>, se trouve en bordure de la voie communale n°421 d'une largeur d'environ 3.50 m à cet endroit.

M. COLLET, représentant des cohéritiers de cette parcelle, souhaite se défaire de cette propriété, et propose à la commune d'en acquérir une partie afin d'élargir la voie communale.

Cet élargissement, d'environ 1.50 m, amputerait la parcelle initiale d'environ 23 m<sup>2</sup> et porterait la voie communale à 5.00 m de largeur.

La commission voirie, infrastructure et affaires rurales, réunie le 11 mai 2011, a émis un avis favorable à cette acquisition au tarif de 0.80 € HT/m<sup>2</sup>, les frais afférant à cette opération étant supportés pour moitié entre chaque partie. Ils nécessiteront une inscription budgétaire.

Monsieur. LEBRET propose au Conseil Municipal de décider le principe de cette régularisation.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés :

- ADOPTE cette proposition

- DESIGNER le cabinet de géomètres LETERTRE pour effectuer le document d'arpentage
- CONFIER à l'Office Notarial PRIOL-LACOURT la rédaction de l'acte notarié
- AUTORISER le Maire à signer tous documents et actes à intervenir pour cette cession à la commune.

### **11-113) REQUALIFICATION URBAINE – PROGRAMME 2011 - ATTRIBUTION DES LOTS**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 11-66 en date du 13 Avril 2011, celui-ci a approuvé le programme de travaux, validé le DCE et autorisé Monsieur le Maire à lancer la procédure de marché de travaux sous la forme d'une procédure adaptée.

Le marché travaux présenté se décline en 3 tranches distinctes à savoir :

- Tranche Ferme – Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier) pour un total de 460 m.
- Tranche Ferme – Avenue de la Libération section entre le passage à niveau et la rue Jules Corvaisier dont 75 m imputés au pôle ferroviaire sur un total de 255 m d'aménagement.
- Tranche Conditionnelle 1 - Avenue de la Libération section entre le chemin de Bel-Air et le passage à niveau (dans l'attente des travaux d'effacement de réseaux liés au SDE) dont 75 m imputés au pôle ferroviaire sur un total de 270 m d'aménagement.

A cet effet, le pouvoir adjudicateur a envoyé l'avis d'appel public à la concurrence :

- sur la plate-forme de dématérialisation e-mégalis le 21 Avril 2011.
- Le 22 Avril 2011 pour l'édition Ouest-France du 27 Avril 2011.

55 DCE ont été retirés et 13 plis réceptionnés avant la limite de dépôt des offres fixée au Mardi 17 Mai 2011 à 12h00.

Le Pouvoir Adjudicateur a procédé à l'ouverture des différentes propositions le Mardi 17 Mai 2011 après midi et l'analyse a ensuite été réalisée par le cabinet A'DAO de Rennes, en charge de la maîtrise d'œuvre de ce dossier.

Il est rappelé que ce marché porte sur l'attribution de 3 lots distincts, à savoir :

LOT 1 : TERRASSEMENTS – VOIRIE – ASSAINISSEMENT EP – ESPACES VERTS  
 LOT 2 : SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE  
 LOT 3 : RESEAUX SOUPLES

Suite à l'analyse effectuée par le maître d'œuvre; et suivant l'avis du Comité d'Analyse des Procédures Adaptées (CAPA) du Mercredi 25 Mai 2011 à 9h00, le Pouvoir Adjudicateur a décidé:

➤ De déclarer le marché fructueux.

➤ De ne pas affermir la tranche conditionnelle suivante :

TRANCHE CONDITIONNELLE 1 : AVENUE DE LA LIBERATION SECTION  
GARE – BEL AIR

➤ D'attribuer les lots comme suit :

LOT 1 : TERRASSEMENTS – VOIRIE – ASSAINISSEMENT EP – ESPACES  
VERTS

EVEN – 3 bis rue de l'industrie – 35 730 PLEURTUIT

Pour un montant de 420 624.30 € HT, soit 503 066.66 € TTC

LOT 2 : SIGNALISATION HORIZONTALE ET VERTICALE

STOP – 3 Avenue de Chevré – BP 46 – 35690 ACIGNE

Pour un montant de 17 941.80 € HT, soit 21 458.39 € TTC

LOT 3 : RESEAUX SOUPLES

ETDE – ZI Sud Est – Rue des Charmilles – 35510 CESSON SEVIGNE

Pour un montant de 18 538.90 € HT, soit 22 172.52 € TTC

Soit un total pour les 3 lots de 457 105.00 € HT, soit 546 697.58 € TTC, pour la réalisation des 2 Tranches Fermes suivantes :

TRANCHE FERME 1 : RUE DE MELESSE

pour un montant de 178 000.40 € HT, soit 212 888.48 € TTC.

TRANCHE FERME 2 : AVENUE DE LA LIBERATION SECTION CORVAISIER –  
GARE

pour un montant de 279 104.60 € HT, soit 333 809.10 € TTC.

Pour mémoire, l'estimation des tranches fermes, communiquée au Conseil Municipal était de :

- Rue de Melesse (section Av des Acacias à Rue Jules Corvaisier) : 207 659.50 € HT  
soit 248 360.76 € TTC
- Avenue de la Libération pour la section entre le passage à niveau et la rue Jules  
Corvaisier : 336 357.20 € HT soit 402 283.21 € TTC

D'où un total de 544 016.70 € HT, soit 650 643.97 € TTC.

Le montant total attribué se situe donc en-dessous de l'enveloppe prévisionnelle de 19.01 %.

Il est précisé au Conseil Municipal que, conformément aux délibérations en date des 30 Mars 2009 et 13 Avril 2011, cette opération fait l'objet d'une répartition budgétaire sur les budgets suivants :



- Commune (dont pôle ferroviaire)
- Eau potable
- Assainissement

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait pas l'objet d'un vote.

## **11-114) MATERIEL SERVICES TECHNIQUES - REMPLACEMENT DE LA BALAYEUSE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que, par délibération n° 04-112 en date du 13 Septembre 2004, celui-ci a été informé du choix de l'entreprise Eurovoirie de Senlis (60) pour la fourniture d'une balayeuse type City Cat 5000 de 4 m3 en remplacement d'une balayeuse type Azura de 2 m3, de la société Mathieu Yno, acquise d'occasion en 2001.

En raison de l'amortissement de cette machine, sa date de mise en service et son état général, il convient maintenant de procéder à son remplacement par une machine de caractéristiques similaires.

A ce titre, l'UGAP (Union des Groupements d'Achats Publics) a été contactée et propose à son catalogue 3 machines répondant aux besoins, à savoir en machine de base sans options :

- Eurovoirie - City Cat 5000 pour un montant de 97 161.68 € HT
- Europe Service - New 400 Schmidt pour un montant de 108 248.97 € HT
- 3D Fayat group – Mathieu Grand Azura pour un montant de 102 485.00 € HT

Différentes options ont été retenues, à savoir :

- Commande balayage par joystick
- Air conditionné
- Roue de secours
- Caméra de recul
- Gyrophare supplémentaire
- Bandes rétro réfléchissantes
- Siège pneumatique
- Coupe batterie
- Potence d'aspiration
- Réglage en inclinaison des balais latéraux
- Indépendance des balais gauche et droite

Des contacts ont été pris auprès des fournisseurs qui ont fait parvenir leur offre intégrant l'ensemble des options retenues à savoir :

- Eurovoirie - City Cat 5000 pour un montant de 103 807.95 € HT
- Europe Service - New 400 Schmidt pour un montant de 108 248.97 € HT
- 3D Fayat group – Mathieu Grand Azura pour un montant de 104 253.54 € HT

Après avis de la commission « Voirie, Infrastructure et Affaires Rurales » réunie les Vendredi 15 Avril 2011 et Jeudi 19 Mai 2011, il a été décidé de retenir l'offre de :

- Eurovoirie - City Cat 5000 pour un montant de 103 807.95 € HT

Il est rappelé au Conseil Municipal que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget primitif 2011.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

#### **11-115) MATERIEL SERVICES TECHNIQUES – VENTE DE L'ANCIENNE BALAYEUSE**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au Conseil Municipal que la commune de Combourg vient de faire l'acquisition d'une nouvelle balayeuse.

La commune de Tinténac, par courrier en date du 7 juin, a fait une proposition d'achat de l'ancienne balayeuse, type Eurovoirie - City Cat 5000, datant de 2004, pour un prix de 18 000.00 €.

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal :

- De donner une suite favorable à la proposition de la commune de Tinténac.
- De sortir ce bien de l'inventaire dès que la transaction sera effectuée

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, DECIDE :

- de vendre l'ancienne balayeuse, de type Eurovoirie – City Cat 5000, à la Commune de TINTENIAC pour le prix de 18 000 €
- de sortir ce bien de l'inventaire dès que la transaction sera effectuée

#### **11-116) RECETTES PROVENANT DU PRODUIT DES AMENDES DE POLICE RELATIVES A LA CIRCULATION ROUTIERE – REPARTITION 2010 – LISTE PRINCIPALE**

Rapporteur : Monsieur Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET rappelle au conseil municipal que, par délibération n° 11.16 en date du 9 février 2011, le programme concernant les opérations susceptibles d'être éligibles au titre de la répartition des recettes des amendes de police a été établi comme suit :

- Signalisation horizontale (passages piétons en agglomération).  
Avenue de la Libération et Route de Lourmais  
Total HT 7 067.00 €  
Total TTC 8 452.13 €
- Aménagements piétonniers protégés le long des voies communales en et hors agglomération.  
Avenue de la Libération  
Route de Lourmais  
TOTAL HT 50 190.00 €  
TOTAL TTC 60 027.24 €
- Pistes cyclables protégées le long des voies communales en et hors agglomération.  
Avenue de la Libération  
TOTAL HT 20 551.40 €  
TOTAL TTC 24 579.47 €

Par circulaire du 2 mars 2011, le ministre de l'Intérieur a fixé à 871 113 € la dotation 2011 relative aux recettes des amendes de police revenant aux communes de moins de 10 000 habitants du département d'Ille et Vilaine.

Au cours de sa réunion du 23 mai 2011, la commission permanente du Conseil Général a arrêté la liste des communes bénéficiaires ainsi que le montant de l'attribution leur revenant.

La Ville de Combourg a été retenue pour la réalisation des travaux suivants :

- Signalisation horizontale Avenue Libération et Route de Lourmais : 1 131.00 €
- Aménagement piéton Avenue Libération et Route de Lourmais : 8 030.00 €
- Piste Cyclable Avenue de la Libération : 3 288.00 €

Soit un montant total de 12 449.00 €

Monsieur LEBRET propose au Conseil Municipal d'accepter la somme proposée et de s'engager à faire exécuter les travaux prévus dans les plus brefs délais.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés, ADOPTE ces propositions.

## **11-117) INSTALLATIONS CLASSEES – ENQUETE PUBLIQUE – DOSSIER « GAEC LES VERDIERES »**

Rapporteur : M. Michel LEBRET, Adjoint

Monsieur LEBRET informe le Conseil Municipal que, par arrêté en date du 21 Février 2011, Monsieur le Préfet de la Région Bretagne, Préfet d'Ille et Vilaine a prescrit une enquête publique sur le projet présenté par le GAEC LES VERDIERES en vue d'obtenir l'autorisation de restructurer et d'agrandir un élevage de bovins, implanté aux lieux-dits « Les Verdières » et « Launay Pirieuc » à Combourg.

Conformément au titre 1<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'au décret n° 2001-34 du 10 Janvier 2001 modifié relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole, le Conseil Municipal de COMBOURG est invité à donner son avis sur cette autorisation.

L'enquête publique se déroule du 9 Mai au 10 Juin 2011. L'avis du Conseil Municipal doit être exprimé au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

La commission des affaires agricoles, qui a examiné ce dossier lors de sa réunion du 19 Mai 2011, a estimé que le projet n'appelait aucune observation particulière.

Le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur ce dossier.

Entendu l'exposé de Monsieur LEBRET, et après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents et représentés (à l'exception de Monsieur DENOUAL qui s'était retiré pour cette question), émet un avis favorable à ce projet.

## **11-118) COMPTE RENDU DES CONVENTIONS SIGNEES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX CONVENTIONS COURANTES**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 09-159 du 4 novembre 2009, le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour la signature de conventions de partenariat, conventions de prêt et/ou de mise à disposition ponctuelle d'équipement, de mobilier ou de locaux, conventions d'occupation temporaire.

Afin de simplifier les procédures et dans un souci d'une gestion à la fois souple et efficace, il apparaît opportun d'autoriser le Maire à intervenir directement sur l'ensemble de ces petits contrats, sans qu'il y ait lieu à délibération du Conseil Municipal préalable et spécifique pour autoriser expressément la signature.

La commune propose aux associations combourgeoises la mise à disposition gratuite d'un minibus de 9 places. Les conditions de mise à disposition sont stipulées dans un règlement d'utilisation, et une convention doit être signée entre la commune et l'association.

Outre la convention et le règlement signés, les associations doivent également joindre au dossier une copie de leur assurance Responsabilité civile en cours de validité, un chèque de caution de 800 €, et une photocopie des permis de conduire des personnes susceptibles de conduire le minibus (avec plus de deux ans de permis).

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

# **11-119) COMPTE RENDU DES MARCHES SIGNES PAR LE MAIRE DANS LE CADRE DE LA DELEGATION RELATIVE AUX MAPA SELON LA PROCEDURE ARTICLE 28 DU CODE DES MARCHES PUBLICS.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1er Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour l'attribution et la signature des marchés à procédure adaptée (MAPA).

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, le Maire rend compte des décisions **du 3 Mai 2011 au 27 Juin 2011**, et à ce titre ont été attribués et signés les marchés suivants :

Tableau récapitulatif des marchés à procédure adaptée			
Objet de la consultation	Nom de l'entreprise	Offre de prix HT	Montant Total TTC
1) Requalification Urbaine – Mission de coordonnateur SPS	Apave de St Malo	2750.00 €	3289.00 €
	Véritas de Rennes	1706.25 €	2040.68 €
	<b>Emeraude coordination de Rennes</b>	<b>700.00 €</b>	<b>837.20 €</b>
	Ipac Conseil de Montgermont	1112.50 €	1330.55 €
2) Acquisition Hydrocureur	<b>Legros Jean-Claude de Combours</b> Combours Motoculture de Combours	<b>5852.84 €</b>	<b>7000.00 €</b>
		5990.00 €	7164.04 €
3) Halte Garderie – Rue du Linon – Démolition	Houssais de Martigné Ferchaud	11 900.00 €	14 232.40 €
	Sicca de Mordelles	11 692.38 €	13 984.09 €
	Tns btp de Orgères	5 900.00 €	7 056.40 €
	<b>Charier Tp de Rennes</b>	<b>5 442.40 €</b>	<b>6 509.11 €</b>

4) Extension Ecole Maternelle – Mission Contrôleur technique	Apave de St Malo <b>Véritas de Rennes</b> Dekra de Vern sur Seiche	5 032.50 € <b>4 540.00 €</b> 5 250.00 €	6 018.87 € <b>5 429.84 €</b> 6 279.00 €
5) Extension Ecole Maternelle – Mission SPS	Ipac Conseil de Montgermont Apave de St Malo <b>Véritas de Rennes</b>	2 385.00 € 2 680.00 € <b>2 137.50 €</b>	2 852.46 € 3 205.28 € <b>2 556.45 €</b>
6) Ecole élémentaire – Jeux Extérieurs (fourniture et pose structure de jeux – pose sol coulé – affichage réglementaire)	<b>Synchronicity de Guidel (56)</b> Jem Concept de Peaul (56) Bénito de St Genis des fontaines(66) Vitalko de St Renan (29) (hors sol coulé)	<b>16 085.80 €</b> 16 486.00 € 16 145.00 € 10 864.56 €	<b>19 238.62 €</b> 19 717.26 € 19 309.42 € 12 994.01 €
7) 9 podiums utilisation intérieur et extérieur	<b>Ouest Collectivité St Grégoire 35760</b> Equipement Cité 78360 Montesson Camif Collectivité 79 NIORT	<b>4 241.25</b> 4 455.00 <b>5 391.00</b>	<b>5 072.53</b> 5 328.18 <b>6 447.64</b>
8) Pose et fourniture de menuiseries Alu aux sanitaires de l'Ecole Elémentaire	<b>Miroiterie Demex 35510 Cesson Sévigné</b> AMDR 22100 DINAN Gentil Gémot Combourg	<b>6 617.26</b> 6 789.10 8 455.60	<b>7 914.24</b> 8 119.76 10112.90

La proposition retenue figure en gras dans le tableau.

S'agissant d'une information, ce point de l'ordre du jour ne fera pas l'objet d'un vote.

#### **11-120) DELEGATION DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE – Article L 2122-22 (15<sup>e</sup> alinéa) et L 2122-23 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.**

Rapporteur : M. Joël LE BESCO, Maire

Monsieur LE BESCO rappelle que, par délibération n° 08-36 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2008 le Conseil Municipal, en application de l'article L 2122-22, 15<sup>ème</sup> alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, a donné délégation au Maire pour « exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme... »

Conformément à l'article L 2122-23, avant dernier alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire rend compte des décisions prises depuis la dernière réunion, à savoir :

- Décision en date du 03 mai 2011 (**DIA n° 8**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle D n° 836p d'une superficie d'environ 4000 m<sup>2</sup> sise « La Croix du Chenot » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 17 mars 2011 (**DIA n° 9**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles D n° 1451, 1452, 1447 d'une superficie de 16177 m<sup>2</sup> sise « Les Coutures » et supportant un bâtiment à usage commercial.
- Décision en date du 21 mars 2011 (**DIA n° 10**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AE n° 333 d'une superficie de 880 m<sup>2</sup> sise « 7 rue des Acacias » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 23 mars 2011 (**DIA n° 11**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle D n° 1450 d'une superficie de 2030 m<sup>2</sup> sise « Rue des Coutures » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 06 avril 2011 (**DIA n° 12**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AH n° 189 d'une superficie de 600 m<sup>2</sup> sise « 16, rue Clair Egron » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 18 mai 2011 (**DIA n° 13**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AC n° 130, 131, 132 d'une superficie de 1151 m<sup>2</sup> sise « 11 Boulevard du Mail » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 20 mai 2011 (**DIA n° 14**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AI n° 242 d'une superficie de 1783 m<sup>2</sup> sise « 8 rue de Melesse » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 23 mai 2011 (**DIA n° 15**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AD n° 255 d'une superficie de 595 m<sup>2</sup> sise « 4 rue de la Butte » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 25 mai 2011 (**DIA n° 16**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AL n° 13 d'une superficie de 155 m<sup>2</sup> sise « 12 Place des Déportés » et supportant un bâtiment à usage commercial.
- Décision en date du 25 mai 2011 (**DIA n° 17**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AH n° 524, 526, 528 d'une superficie de 1034 m<sup>2</sup> sise « 48 Avenue de la Libération » et supportant un usage professionnel.

- Décision en date du 30 mai 2011 (**DIA n° 18**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AH n° 318, 319, 357, 395 d'une superficie de 1434 m<sup>2</sup> sise « Impasse du Docteur Toravel » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 06 juin 2011 (**DIA n° 19**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AE n° 165 d'une superficie de 510 m<sup>2</sup> sise « 19 Avenue des Cytises » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 06 juin 2011 (**DIA n° 20**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AD n° 103, 91, 88, 85 d'une superficie de 294 m<sup>2</sup> sise « 14 Avenue Gautier Père et Fils » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 10 juin 2011 (**DIA n° 21**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 300 d'une superficie de 172 m<sup>2</sup> sise « 4 Rue des Sports » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 14 juin 2011 (**DIA n° 22**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AC n° 294, 295 d'une superficie de 750 m<sup>2</sup> sise « 16 Boulevard du Mail » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 22 juin 2011 (**DIA n° 23**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelle AC n° 332 d'une superficie de 99 m<sup>2</sup> sise « 17 Rue Chateaubriand » et supportant une maison d'habitation.
- Décision en date du 24 juin 2011 (**DIA n° 24**) décidant de renoncer à l'exercice du droit de préemption en ce qui concerne le bien suivant :
  - Parcelles AN n° 57, 155 d'une superficie de 797 m<sup>2</sup> sise « Route de la Chapelle » et supportant une maison d'habitation.

Ce point de l'ordre du jour n'a pas fait l'objet d'un vote.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 H 45.